

Bulletin d'histoire politique

Révolution tranquille, collectives et personnelles

Andrée Fortin



Volume 3, numéro 1, automne 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063449ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063449ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortin, A. (1994). Révolution tranquille, collectives et personnelles. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 55–61. <https://doi.org/10.7202/1063449ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

RÉVOLUTIONS TRANQUILLES, COLLECTIVES ET PERSONNELLES

Andrée Fortin

Université Laval

Le projet de la modernité est étroitement lié à l'exercice de la fonction intellectuelle. Modernité: la science remplace la foi comme modèle d'explication du monde, et le politique détrône la tradition comme modèle d'intervention dans celui-ci. Autrement dit les Lumières de la raison remplacent l'Illumination de la Révélation, et la société amorce son auto-institution explicite, ou en tout cas entame un processus d'explicitation de son auto-institution. L'intellectuel est un définiteur de situation, celui qui l'analyse de manière critique pour ensuite formuler des solutions, des propositions d'actions. Cela ne devient nécessaire qu'avec l'effondrement des interprétations religieuses du monde, qui fournissaient le sens à la société (dans les deux «sens» de signification et de direction); désormais elle doit se fixer à elle-même ses propres objectifs. Et cela ne devient possible que lorsque l'intellectuel dispose d'une certaine liberté de pensée, mais surtout d'expression, et d'une relative autonomie d'action (action et expression, étant étroitement liées, sans se confondre toutefois). Cette configuration apparaît dès l'époque des Lumières. Mais en tant que groupe, les intellectuels ne deviennent visibles, en Europe, qu'avec l'Affaire Dreyfus.

Trois figures de l'intellectuel marquent la modernité québécoise: l'expert, le militant et le savant. La révolution tranquille voit l'apogée de leur travail d'orientation de la société et de leur implication dans un projet politique au sens large, la modernisation du Québec et la construction d'un État national.

Mais au cours de la décennie une autre figure de l'intellectuel apparaît, qui marquera les années 1970 et 1980: celui pour qui la révolution à faire n'est plus collective, ni celle de l'État, mais d'abord individuelle. Cette nouvelle figure de l'intellectuel révèle l'épuisement — l'échec — du projet moderne et un nouveau rapport au politique.

Pour illustrer ces différentes figures de l'intellectuel québécois j'aurai recours, principalement, aux éditoriaux de présentation des revues qu'ils fondent dans les années 1960. Je ne reprendrai pas ici ce que j'ai déjà exposé en détail sur le genre «premier éditorial» (Fortin, 1993), mais me contenterai de souligner que les fondateurs de revues s'y exposent en même temps qu'ils expliquent leur projet.

Voyons d'abord ce qu'il en fut du projet moderne dans cette décennie, avant de cerner ce qui se profile.

Un projet de révolution

Au début des années 1960, les intellectuels québécois se sentent sollicités par les événements, ceux d'ici (discussions autour de l'indépendance, fin du duplessisme) et ceux d'ailleurs (décolonisation). Ils sentent qu'ils n'ont pas le choix de s'engager dans le «mouvement» qui les emporte, celui que le titre d'une revue fondée en 1959 caractérise bien: *Liberté*. Il est important de souligner que cet engagement des intellectuels s'impose de par la sollicitation des événements, et non comme nécessité interne de la vie intellectuelle, au contraire de la génération qui prend la parole en 1950 dans *Cité libre*. *La Barre du jour* (1965)¹ parle de «l'inévitable situation de lucidité dans laquelle nous plonge notre milieu».

Maintenant (1962), «celui qui choisit de ne pas “s'engager” se donne un beau rôle: il s'imagine ou laisse croire qu'il aurait tout réglé s'il était intervenu. [...] Dans cette neutralité pas nécessairement courageuse, il y a de la joie à critiquer ces gens qui se battent dans la plaine et qui, évidemment n'aboutissent qu'à des solutions médiocres ou imparfaites.»

Comment se manifestent les intellectuels de la modernité québécoise dans les années 1960? Comment s'engagent-ils? On verra dans ce qui suit que ce ne sont pas nécessairement les partis politiques qui sont la voie privilégiée de cet engagement.

L'expert

Si la décennie est celle de la révolution tranquille, elle est aussi (surtout) celle de la mise en place de l'État (nationalisation de l'électricité, laicisation des systèmes de santé et d'éducation, prise en charge étatique des «affaires» sociales et culturelles). Les intellectuels contribuent de différentes façons à cette mise en place, tant par leur intégration directe à tous les niveaux de l'appareil d'État, qui se constitue à une vitesse vertigineuse, que par leur participation à diverses commissions d'enquête et à la rédaction de rapports — Rapport Parent sur l'éducation (1964), Rapport Rioux sur l'enseignement des arts (1969), Rapport Dumont publié en 1971.

Le Québec est doté d'un État; Hydro-Québec, en est le «fleuron», et *Forces* (1967) est alors l'organe de cette société d'État. «L'Hydro-Québec constitue un des principaux moteurs de notre économie. De là découlent les devoirs sociaux qui lui incombent...». La revue sera diffusée internationalement pour faire connaître le Québec à l'étranger.

L'État se constitue comme outil d'affirmation collective, mais bientôt il se révélera comme appareil et la figure de l'expert au service de l'État se renverse en celle de technocrate désincarné (Simard, 1979).

Le savant

La figure de l'expert n'est pas toujours dissociable de celle du savant, de l'universitaire. Parfois l'expert est un universitaire (pensons à Claude Morin, professeur à l'Université Laval avant de passer à la fonction publique), le plus souvent c'est son étudiant. Les universitaires se sentent également sollicités: la science doit être au service de la collectivité, sans pour autant renoncer à son projet spécifique. Ainsi *Recherches sociographiques* (1960) veut intéresser «ceux qui les liront avec des préoccupations d'action». Qui? «Une pastorale qui voudrait se renouveler [...] une politique qui deviendrait soucieuse des nuances». «La sociologie, avant d'être interprétation de la société, est conscience de la société. [...] Rappelons simplement que les longs contacts avec les hommes, leurs problèmes, leurs misères qui accompagnent nécessairement la recherche monographique du sociologue, sont un apprentissage valable d'une authentique fraternité avec l'homme d'ici. Cette solidarité qui tantôt prend le visage de l'amour et tantôt celui de la colère, nous ne tenterons jamais d'en cerner le visage dans ces cahiers. Mais il fallait dire, une fois seulement, qu'elle est inséparable de nos travaux.»

Mais à la fin de la décennie, une nouvelle attitude émerge. Il ne s'agit plus de conseiller «l'homme d'action», ni même d'éclairer des débats sociaux. La science devient un objectif en soi. Académisme? Ce qui se donne à lire dans la *Revue canadienne de sciences politiques* (1968) n'est peut-être pas la science pour la science, mais celle-ci y est à la fois l'objectif principal et l'arbitre entre les différentes tendances. «La Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique n'accordera aucun traitement privilégié ni discriminatoire aux diverses "écoles" méthodologiques ou conceptuelles et jugera tout texte soumis d'après sa contribution à l'avancement de la science politique.»

Les universitaires prennent du recul par rapport aux problèmes de la cité. Il n'est pas sûr pour autant qu'ils s'enferment dans une tour d'ivoire

comme on les en accusera parfois dans les années subséquentes, mais chose certaine, la science prime désormais sur la cité dans leurs préoccupations.

Le militant

Le militant est la troisième figure de l'intellectuel de la modernité; dans les années 1960, deux causes principales le mobilisent, le socialisme et l'indépendance. *Révolution québécoise* (1964) par exemple, se définit comme «un instrument de combat», car lutte il y a. Dans le même sens les auteurs de l'éditorial de *la Cognée* (revue du FLQ lancée en 1963) veulent «lutter en mémoire d'Asbestos, de Murdochville, de Louiseville, autant des conscriptions de 1917 et 1943 que de Saint-Eustache et des Plaines d'Abraham».

Mais à la fin de la décennie, on assiste à une radicalisation du militantisme. Ce qui importe désormais, ce n'est plus tant l'action que la théorie. *Mobilisation* (1969) est fondée dans le but de bien former les militants; la formation doit avant tout être théorique. Pour que l'action soit correcte, la ligne doit être juste; la lutte ne se fait plus d'abord sur le terrain de l'action mais sur celui de la théorie. Aussi les militants n'adhéreront pas aux partis déjà existants, ils en fonderont de nouveaux, d'extrême-gauche.

Cette forme de «pratique» toute théorique se retournera dans les années suivantes contre les militants et vers la fin des années 1970 les groupes de gauche se dissoudront dans une autocritique acerbe.

Et les écrivains?

Si les intellectuels se sentent sollicités par les événements, cela ne concerne pas que ceux qui sont plus près des sciences sociales; c'est vrai également des écrivains, lesquels dans les années 1960 doivent également se définir par rapport au politique. D'une certaine façon cela révèle l'état du champ intellectuel dans cette décennie.

C'est ainsi que *La Barre du jour* (1965), revue habituellement associée au formalisme, au moment de sa fondation, parle d'abord de politique. «À l'heure actuelle le Québec se recrée dans une production littéraire tendue et inquiète. À l'attitude révolutionnaire des jeunes poètes et romanciers nous ne pouvons que constater une solidarité et un dynamisme nouveau. Nous ne saurions rester indifférents à ce mouvement. Nous tentons aujourd'hui de participer à ce dynamisme en présentant au public une revue littéraire à prix populaire». (*La Barre du jour*, 1965)

Mais deux ans plus tard ce ne sont plus les événements et la politique qui sollicitent la littérature; celle-ci se définit en fonction d'un champ, des

pairs. «L'écriture est donc pour nous un geste sans signification autre qu'en lui-même. Pas de rhétorique, pas de thèse à défendre, que l'écriture, et l'invention. [...] Nous avertissons la critique: elle se fourvoiera dès qu'elle considérera l'écriture en dehors de sa structure formelle, de son invention.» (*Quoi*, 1967)

Si dans les années 1970 certains deviennent des militants, globalement, les écrivains affirment de plus en plus l'autonomie de leur pratique.

Projets collectifs

Les intellectuels des années 1960, semblent donc porteurs d'un projet collectif, politique au sens large même s'il ne se rapporte que très indirectement à la politique des partis. L'ensemble du Québec, voilà de quoi et au nom de quoi ils parlent. Leur projet semble s'épuiser en même temps qu'il s'accomplit, et les intellectuels se replient, se recentrent sur la sphère intellectuelle (technocrate, académique, théorie révolutionnaire, champ littéraire) et se détachent de la cité.

Une nouvelle figure du révolutionnaire

Mais je n'ai pas encore parlé de *Parti pris* (1963)! Cette revue qu'on a toujours associée à la révolution tranquille révèle en fait une nouvelle posture intellectuelle, un nouveau statut de la parole, qui se manifestera en particulier dans *Mainmise* (1970)... et même dans *Culture vivante*, revue lancée par le nouveau ministère de la Culture en 1966!

Il ne s'agit plus seulement de convaincre des décideurs ou des hommes d'action, de militer, mais de faire prendre conscience à des individus aliénés. Si le projet est encore national, il se doit cependant de passer par les consciences individuelles. Les enjeux ne se situent pas du côté de l'État ni d'institutions dont il faudrait se doter, mais dans les consciences individuelles. Pour que la révolution collective advienne, chacun doit auparavant faire sa propre révolution personnelle, se désaliéner. Le Nous n'est pas constitué d'emblée, il doit désormais passer par autant de Je que chacun auront accompli leur révolution. On s'achemine vers les voies de la différence et la pluralité des sujets des années 1970 et 1980, vers l'éclatement en une foule de sujets immergés dans le quotidien.

Parti pris, cela a été dit et redit marque l'avènement d'une nouvelle génération d'intellectuels. Son comité de rédaction est formé au départ essentiellement d'écrivains qui se donnent un programme révolutionnaire: indépendance, socialisme et laïcisme. «Notre vérité nous la créerons en créant celle d'un pays et d'un peuple encore incertains».

On n'oppose pas la parole à l'action mais deux sortes de paroles; le dialogue (prôné par *Cité libre*) à la parole démystificatrice: «cette revue est une entreprise de démystification», face à la colonisation et à l'exploitation. En fait les deux thèmes centraux sur lesquels entend se pencher la revue sont l'aliénation et la «possibilité objective de son dépassement». Et l'éditorial de présentation se termine par un appel à la prise de conscience de tout «le peuple québécois».

De façon analogue, *Culture vivante* termine son premier éditorial (1966) en évoquant la «Guerre, enfin, insérée au plus secret de chacun de nous, guerre aux tentations de la paresse, du conformisme et du laisser-faire» et définit ainsi ce « vers où nous tendons: cet état de choses où tels qu'en nous-mêmes enfin la liberté nous change.»

La parole acquiert un nouveau rôle, bien différent de celui d'instrument d'analyse associé à la fonction intellectuelle de la modernité: il faut dire le monde pour le changer; cette parole démystificatrice semble n'avoir besoin que très accessoirement de médiations et être dotée de sa propre efficacité.

Jetant le regard ailleurs que dans les revues, on découvre que le projet des animateurs sociaux des années 1963-1969 (c'est-à-dire d'avant octobre 1970), tient de la même logique que celui de *Parti pris*, c'est-à-dire d'une logique participationniste, voire utopiste, à laquelle se rattache également *Mainmise* (1970), mais aussi tous les mouvements de la prise de parole: Nuits de la poésie, Le Grand Cirque ordinaire, le cinéma vérité, par exemple.

La «conscientisation» (terme emprunté à Paolo Freire) est le mot d'ordre des animateurs sociaux; pour eux celle-ci est la première étape, concomitante à la prise de parole, à l'expression des besoins et des revendications. Les animateurs se voient un peu comme les accoucheurs de cette prise de parole, tout comme les cinéastes qui à la suite de Perreault et de Dansereau «vont parmi le monde» (*Faut aller parmi le monde pour le savoir* est le titre d'un film de ce dernier). La parole que l'on souhaite ainsi entendre, si elle est «populaire», est aussi très personnelle; pensons à Alexis Tremblay, à sa femme Marie, au Grand Louis Harvey des films de Perreault qui ont acquis au fil des ans une figure quasi mythique.

Dire le monde apparaît comme la première étape pour le changer; cette parole elle est expressive avant qu'analytique et ne relève pas tant des intellectuels, qui s'en font les accoucheurs, que du peuple. «Tout-un-chacun est demandé au parloir», chantait Raoul Duguay à l'époque de l'Infonie et de l'Ostidcho.

De la révolution on passe à la contestation, pour le dire autrement. Les Je qui émergent à la suite de leur prise de conscience ne forment pas un Nous; celui-ci, au mieux, est un projet.

Dans les années 1970 le projet moderne éclatera: le savant deviendra l'académicien, le militant verra son militantisme se retourner contre lui-même, l'expert apparaîtra comme technocrate et l'écrivain se repliera sur son champ. Mais un nouveau projet couvait, sous des couleurs d'utopie alternative avant de devenir postmoderne, celui de l'expression des sujets individuels!

Plutôt que de parler de dépolitisation ou d'apolitisme, il conviendrait donc de parler de nouveau rapport au politique qui récusé la politique; désormais on considère que «le privé est politique». Dans les années 1960 les intellectuels se sentaient sollicités par les événements, par la suite, ce qui les mobilisera c'est le quotidien, le vécu. Mais déjà pour certains, la révolution à faire — tranquille — est une révolution individuelle plutôt que collective, c'est celle des sujets postmodernes, comme on les appelle désormais.

Bibliographie

- Fortin, Andrée, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993.
- Simard, Jean-Jacques, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979.

Note

1. L'année entre parenthèses est celle de la fondation de la revue. Les citations sont toutes extraites des éditoriaux des premiers numéros de ces revues.